



Projet de loi de finances 2022

PLF 2022

des ministères toujours non classés espèce protégée !!

- 539 postes sur les missions MTE-MCTRCT-Mer
- 100 postes dans les Établissements publics

1 %
BAISSE
sur les **60 023**
effectifs réels 2021

DIR : - 365

Logement et l'urbanisme : - 141

Eau et biodiversité : - 57

Moyens généraux : - 50

Mandature
2018-2022
- 4 200 postes

+ 194 transferts décentralisation, soit 465 personnels qui travaillent dans les collectivités et peuvent opter pour l'intégration dans la fonction publique territoriale.

Opérateurs
Météo/IGN/Cerema

-110

- 1 069 postes en 7 ans

Météo

IGN

Cerema



- Nouveau Parc national forestier de l'Est : + 10 postes
- Autres 10 Parcs nationaux : + 10 postes (1 par Parc...)
- Société du Grand Paris (chargé de la construction du grand métro de la métropole) : +150 postes

Baisse est continue et soutenue pour les trois opérateurs qui agissent sur l'ensemble du territoire et augmentation récurrente pour le Grand Paris (+ 843 en 7ans qui ne coûtent rien au ministère, car la masse salariale ces personnels est entièrement payée par des taxes affectées).

Ce n'est pas contradictoire avec la soi-disant priorité aux départements et le projet de loi 3DS ? !!

En 10 ans (2013/2022) 15 000 emplois supprimés !



De 2015 à 2022, les gouvernements Hollande et Macron auront supprimé 20 % des effectifs MTE-MCTRCT-Mer, contredisant les déclarations sur le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité et l'urgence en matière d'écologie, de logement, de transports, de sécurité, de prévention des risques naturels ou technologiques, de développement durable...

Sur 49 milliards de crédits, la masse salariale de 1,87 Md€

(2,75 Md€ avec le CAS pensions, à peine 5% du budget)

est quasi stable sur 2022



Masse salariale en hausse de 24 millions par rapport à 2021



Les évolutions sont les suivantes :

- la revalorisation des régimes indemnitaires (**8 millions** soit 35 euros /mois / agent),
- la bascule en 6 ans des corps techniques au RIFSEEP (**14,3 millions** / an)
- les primes pour les opérations de restructuration (**5,5 millions** primes pour dégraisser)
- Moins **16 millions** correspondent aux postes supprimés
- Mais aussi **7,3 millions** pour le forfait Protection Sociale Complémentaire (15 € /agent / mois), alors que cette décision Fonction Publique devrait être financée spécifiquement !

Sont maintenues à leur niveau de 2021 les subventions :

- aux vacances des enfants (CGCV),
- aux activités de loisirs (FNASCE), aux crédits des initiatives locales,
- aux soutiens individuels d'agents en grandes difficultés.

Mais **BAISSE** des crédits de restauration (-1,2 millions) après transfert pour les personnels des DDI !

Détail des effectifs des services ministériels et DDT-M

plafonds d'emplois 2022 en ETPT* (évolution sur 2021)

Programme 217*

* Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables



35 420 effectifs

aux MTE et MCTRCT et MM

MTE et MCTRCT			MM		
32 752 (-532)			2 668 (-7)		
A	B	C	A	B	C
11 094	12 591	9 068	897	1 064	707
(B « majoritaires »)			(B « majoritaires »)		

Programme 147

291 effectifs pour la politique de la ville

Pour la politique de la ville, il y a stabilité. → C'est insuffisant au regard des discours d'aide des quartiers en difficulté.

Programme 181

Prévention des risques

445 (+ 2) effectifs pour l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN)

Seuls les effectifs de cette autorité indépendante progressent un peu, mais l'ASN est financée par des taxes perçues auprès des exploitants d'installations nucléaires (EDF, CEA, ORANO) et une partie de ses effectifs sont mis à disposition par l'IRSN (EPIC de recherche et d'expertise sur la sûreté nucléaire et la radioprotection).

Effectifs aviation civile DGAC et ENAC (Direction générale de l'aviation civile et École nationale de l'aviation civile)

10 503 (- 41) financés par le Budget Annexe Contrôle Exploitation Aériens (BACEA) taxes affectées.

→ Cette baisse s'ajoute aux redéploiements qui vide les corps non technique de la DGAC.

[soit **46 659** : effectifs **Prog. 217 + Politique de la Ville + ASN + BACEA**]

Évolution des effectifs par programme entre 2021 et 2022

(plafonds d'emplois 2022 / 2015 en ETPT)

Programme 205 Sécurité Affaires maritimes



+ 42 (plafond 2022 : 2 668 / plafond 2015 : 2 870)

En réalité, les effectifs baissent sur ce programme avec l'arrivée de nouvelles missions : transfert de + 54 postes droits de navigation et francisation des navires de la direction générale des douanes et droits indirects ; + 4 postes du ministère de l'Éducation Nationale pour les lycées Maritimes, sans compter le transfert des effectifs de la direction des pêches maritimes et aquaculture (qui « vont et viennent » entre la Mer et l'Agriculture selon les années...).

Programme 203 Infrastructures et services de transports



- 365 (plafond 2022 : 9 166 / plafond 2015 : 10 860)

Avec le cumul pluriannuel des baisses d'effectifs dans les 11 DIR, le mot d'ordre est la sous traitance généralisée.

La nouvelle diminution 2022 n'inclut pas le grand bradage du réseau routier national voulu par la loi 3DS (en cours au Parlement), qui induira d'énormes baisses d'effectifs dans les DIR à partir de 2023...).

Programme 181 hors ASN Prévention des Risques



+ 35 (plafond 2022 : 3 218 / plafond 2015 : 3 194)

Cette faible augmentation ne couvre pas les besoins de recrutements de l'inspection des installations classées annoncés après l'accident de Lubrizol à Rouen par Madame Borne. Il va donc y avoir des redéploiements au détriment des effectifs des missions de prévention des risques naturels....

Programme 174 Énergie, Climat, Après-mines



+ 9 (plafond 2022 : 775 / plafond 2015 : 771)

Demeurent sous dotés les services chargés : du contrôle des entreprises utilisant les mécanismes des CEE (certificats d'économie d'énergie), ceux chargés du contrôle des normes de pollution des nouveaux véhicules, et ceux chargés de piloter la réalisation des actions prévues par le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC).

Programme 113 Paysages, Eau, Biodiversité



- 57 (plafond 2022 : 3 428 / plafond 2015 : 3 031)

(Chiffres tenant compte des transferts réalisés en 4 ans des personnels du Ministère de l'agriculture sur ces missions en DDT-M et DREAL).

Si la Biodiversité est déclarée prioritaire...les 57 suppressions sont supérieures aux 20 postes créés pour les Parcs nationaux ! Outre le transfert aux collectivités locales du respect de la réglementation de la publicité pour la protection des paysages (loi Climat et Résilience publiée cet été), le projet de loi 3DS décide le transfert aux régions du suivi des sites Natura 2000 terrestres, assuré par les DREAL et DDT-M. Avec les transferts à l'OFB des laboratoires d'Hydrologie des DREAL, se profilent ainsi en 2023 des centaines de suppressions d'emplois au programme 113.

Programme 217 Conduite et pilotage des politiques Ecologie, Développement, mobilités durables



- 50 (plafond 2022 : 5 718 / plafond 2015 : 7 675)

Moyens de personnel et de fonctionnement rationnés pour un programme principalement mis en œuvre par le CGEDD (conseil général de l'environnement et du développement durable) et les DREAL,

Programme 217 / action 28* Développement Durable, Expertise, Recherches



- 13 (plafond 2022 : 604 / plafond 2018* : 664)

* Action créée en 2018

Une baisse est inexplicable au regard des enjeux tels que la connaissance des territoires. Plafond d'emploi : - 60 en cinq ans !

Programme 217 : une évolution problématique pour un ministère chargé au niveau central de concevoir de multiples politiques publiques, dans un contexte scientifique et technologique en perpétuelle évolution, et au niveau déconcentré d'accompagner de nombreux porteurs de projets dans leurs démarches de développement durable.